

## LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

### Déclaration de Mme Celia Umenza Velasco Débat ouvert sur les femmes, la paix et la sécurité du Conseil de sécurité des Nations unies Le 21 octobre 2021

Madame la Présidente, Excellences, cher(e)s collègues de la société civile,

Je m'appelle Celia Umenza Velasco, je fais partie des Cxhab Wala Kiwe, ce qui veut dire « La terre du grand peuple » en langue Nasa Yuwe, connu également en Colombie sous le nom de ACIN—l'Association des conseils du nord du Cauca. Je suis une activiste autochtone engagée pour mon peuple, pour notre terre, pour l'environnement et pour la paix. Je vous transmets les salutations des esprits de la nature.

J'ai l'honneur de m'adresser à vous aujourd'hui au nom du Groupe de travail des ONG sur les femmes, la paix et la sécurité (NGO Working Group on Women, Peace and Security), ainsi qu'au nom des femmes autochtones et des femmes dans toute leur diversité : les *campesinas*, les femmes afro-descendantes, les personnes LGBTQI+, les femmes réfugiées et migrantes, les femmes en situation de handicap et les femmes des pays du monde entier qui subissent la guerre, la pauvreté et la discrimination. A ce sujet, je souhaite partager mon soutien aux femmes et aux personnes LGBTQI+ d'Afghanistan qui continuent de risquer leur vie en luttant pour leurs droits et pour l'égalité dans la société afghane. Nous sommes de tout cœur avec vous.

Madame la Présidente,

La Colombie reste encore l'un des pays les plus dangereux au monde pour les défenseurs et les défenseuses des droits humains et des droits environnementaux. La persécution des défenseurs des droits humains, en particulier celle des femmes, des personnes LGBTQI+, des *campesinos*, des afro-descendant(e)s et des autochtones, perdure, comme en témoignent les représailles contre les dernières manifestations en Colombie pour dénoncer les inégalités extrêmes, la violence et la faible mise en œuvre de l'Accord de paix. En moyenne, au moins un ou une activiste autochtone est tué(e) chaque semaine. Dans ma région, le Cauca, trois femmes leaders autochtones qui travaillaient avec moi ont été tuées en 2020. Le meurtre cruel de ces femmes reflète le prix terrible que nous, femmes leaders, devons payer pour notre travail.

Madame la Présidente,

Notre terre représente tout pour nous, les Autochtones. C'est elle qui nous nourrit et qui fait partie de notre identité et de notre histoire. Les communautés autochtones sont contre l'exploitation forestière, l'extraction minière, l'agro-industrie et autres grands projets d'exploitation et d'infrastructure, dont la plupart sont vivement soutenus par le gouvernement colombien, car ils menacent l'environnement et épuisent nos ressources naturelles. En Colombie, les activistes autochtones sont perçus comme un danger parce que nous remettons en cause les puissants intérêts économiques. Mon peuple est sacrifié pour vouloir protéger nos cours d'eau et nos forêts, notre faune et flore, alors que son courage et son engagement devraient servir comme modèle dans la défense non-violente de nos droits environnementaux.

La violence subie par nos communautés est un exemple de l'impact dévastateur des représailles militaires face aux crises sociales. Cela fait des dizaines d'années que les communautés autochtones appellent à la démilitarisation en Colombie. La majorité de la guerre s'est déroulée sur notre terre et une grande partie de la violence s'y exerce encore aujourd'hui. Bien que la paix soit officiellement déclarée, la faible mise en œuvre de l'Accord de paix a relancé le conflit. A un certain moment de la guerre, une personne autochtone était tuée toutes les 72 heures, le plus souvent touchée lors de tirs croisés entre groupes armés. Aujourd'hui l'Etat déploie toujours les forces militaires dans son dispositif de sécurité, en particulier dans les régions rurales. La seule présence

visible de l'Etat dans nos régions est militaire et policière, intervenant le plus souvent pour défendre les intérêts économiques des industries puissantes, et non ceux des habitants. Ceci fait preuve de non-respect de l'Accord de paix. D'autre part, la police a eu recours à la violence face aux manifestants pacifiques durant les dernières manifestations dans le pays, surtout à Cali, dont la population est davantage afro-descendante et où notre garde du corps autochtone a été agressé. Les forces de l'Etat ont commis des violences sexuelles et des violences basées sur le genre. Des manifestants pacifiques ont été victimes de torture, d'incarcération illégale, d'enlèvements et de tueries, rappelant la violence qui a marqué plus de 50 ans de guerre. Face à cette situation grave, la Commission interaméricaine des droits de l'Homme a demandé la démilitarisation totale de la police en Colombie.

L'Accord de paix, qui contient 130 clauses sur l'égalité des genres et le droit des femmes, a vu le jour grâce à la lutte obstinée des mouvements féministes colombiens. Sur papier, l'Accord de paix représente le fondement d'une démocratie. Cependant, cinq ans après son adoption, sa mise en œuvre reste limitée, surtout en ce qui concerne les clauses de genre et le Chapitre « ethnique ». Le Forum spécial sur le genre ainsi que le Forum de haut-niveau sur l'ethnie reçoivent peu de fonds et de soutien politique, et des membres du Forum spécial sur le genre ont été menacés et agressés.

Les clauses concernant la Réforme complète des zones rurales, qui faciliterait l'accès à la terre pour les femmes et qui leur permettrait de définir une feuille de route pour un développement inclusif et holistique pour leurs communautés, ont été les plus retardées dans la mise en œuvre de l'Accord. Ceci a renforcé les activités qui exploitent les ressources naturelles, qui violent les droits à la terre et qui accentuent le conflit et la violence contre les défenseurs et les défenseuses des droits humains, surtout ceux et celles qui défendent leur terre.

L'Accord de paix colombien constitue une référence internationale sans précédent dans son incorporation de l'égalité des genres, certes, mais à quoi bon si les promesses et les accords ne sont pas tenus ?

Madame la Présidente,

Une menace contre les femmes activistes pour la paix et les défenseuses des droits humains appartenant à une communauté est en réalité une menace contre toutes les femmes. Malgré l'adoption de dix résolutions et la réaffirmation continue de l'importance de la société civile, la question des défenseuses des droits humains reste largement ignorée par le Conseil de Sécurité dans sa mise en œuvre du programme pour les Femmes, la paix et la sécurité. La situation en Colombie n'est pas différente : bien que les membres du Conseil de sécurité aient périodiquement dénoncé les attaques contre les activistes pour les droits humains et les leaders engagé(e)s, leurs paroles n'ont pas donné suite à des actions concrètes. Mettre fin aux attaques contre les défenseuses des droits humains, non seulement en Colombie mais dans toutes les situations de conflit abordées par le Conseil, et garantir la participation entière, égale et significative et le leadership des femmes dans toute leur diversité, est essentiel pour obtenir une paix durable.

J'appelle ainsi le Conseil de sécurité à demander au gouvernement colombien de :

- Mettre en œuvre pleinement et fournir les moyens nécessaires à l'Accord de paix, surtout le Chapitre « ethnique » et les clauses de genre. Ceci inclut un engagement régulier et un soutien financier et technique auprès du Forum de haut-niveau sur l'ethnie et du Forum spécial sur le genre, ainsi que celui des *campesinos*, des Afro-descendant(e)s, des Autochtones et des organisations pour les femmes afin d'assurer le monitoring de la mise en œuvre de l'Accord de paix.
- Adhérer à un procédé de consentement éclairé, gratuit et préalable vis-à-vis des communautés *campesinos*, autochtones et afro-descendantes, y compris des consultations régulières avec les autorités et les organisations communautaires concernées, par rapport au développement économique de leurs territoires ; et garantir le respect du droit et des principes internationaux relatifs aux droits humains et de l'Accord de paix dans les projets de développement.
- Répondre à la crise des violences contre les défenseurs et les défenseuses des droits humains, en garantissant que des comptes soient rendus suite aux attaques et en permettant le subventionnement complet du développement des mesures collectives et territoriales de protection pour les communautés autochtones, *campesinos* et afro-descendantes, ainsi qu'en encourageant leur présence permanente dans

les centres de discussions de politiques de protection, surtout dans la Commission nationale pour les garants de la sécurité et la Commission intersectorielle pour les femmes leaders and défenseuses des droits humains.

- Démilitariser immédiatement la police en retirant la Police nationale du Ministère de la défense, démanteler la Brigade mobile anti-émeutes de la Police nationale (ESMAD) et rediriger les fonds vers le soutien d'investissements sociaux.
- Assurer la participation entière, égale et significative des femmes leaders à la mise en œuvre de l'Accord de paix et aux négociations avec d'autres groupes armés en Colombie.

Madame la Présidente,

La paix est plus que l'absence de la guerre. Pour les femmes autochtones, cela signifie la fin de la discrimination, le respect des droits humains, la justice, l'égalité économique et un changement profond axé sur la vie humaine. En tant que principal organe international responsable pour la paix et la sécurité, je vous appelle à ne pas considérer ce débat ouvert comme une autre opportunité d'entendre les inquiétudes des femmes de la société civile sans agir. La détresse des femmes afghanes est un exemple clair des conséquences de ce comportement. Les femmes du monde entier vous démontrent chaque jour leur courage et leur conviction lorsqu'elles luttent pour la paix. Aujourd'hui, nous faisons appel à vous pour lutter pour nous toutes et tous.

Pai wehsxe wexecwe \* Merci de votre attention.